

# ATTENTES ASSOCIATIVES VIS-A-VIS DU 11<sup>E</sup> PROGRAMME DE L'AE RMC

Contribution de FNE en PACA - mai 2018

## PREAMBULE

Les associations membres du réseau FNE en PACA souhaitent tout d'abord rappeler **leurs inquiétudes quant aux capacités d'intervention qu'aura l'Agence de l'eau dans ce prochain programme 2019-2024.**

En effet, la loi de finances 2018 prévoit une baisse conséquente des moyens financiers et humains attribués aux agences de l'eau : comment, alors que leurs budgets d'investissement vont être diminués de 10% (avec des disparités selon les agences : c'est même 20% pour l'Agence Rhône Méditerranée Corse), ces agences de l'eau pourront-elles concourir à l'atteinte du bon état des eaux d'ici à 2027, objectif fixé par l'Europe ? L'annualisation et la globalisation des budgets des agences de l'eau, le financement par les agences de l'eau des Parc Nationaux et de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS), ou encore la forte baisse des effectifs des agences de l'eau sont autant d'autres éléments qui contribueront à la diminution des interventions possibles.

**Nous redoutons fortement que ces baisses de moyens financiers et humains prévues à travers ce projet de loi conduisent à une dégradation significative de la politique française de l'eau,** avec des conséquences directes sur l'environnement, l'économie et l'emploi non évaluées, ainsi qu'une baisse des capacités de soutien aux collectivités (eau potable, assainissement, etc.).

Les conséquences du changement climatique sont déjà perceptibles sur l'état des ressources en eau, la sécheresse actuelle l'a démontré. **La poursuite des actions engagées et leur amplification est donc un impératif.** Pour pouvoir atteindre des eaux en bon état, la France se doit de maintenir et de garantir le budget des agences de l'eau et ses capacités d'interventions. Il en va de la politique de l'eau française.

Pour ces raisons, FNE PACA est totalement opposée aux prélèvements de toutes natures qui sont programmés et qui réduiront sensiblement les moyens d'action de l'Agence de l'eau.

## CONCRETISER L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le changement climatique accentue les fonctionnements déjà extrêmes des milieux aquatiques méditerranéens. Aussi, pour les associations, **le prochain programme de l'Agence de l'eau doit faire du changement climatique le fil directeur de ses interventions et soutenir ainsi, à la fois humainement, techniquement et financièrement, les actions indispensables dès maintenant pour atténuer et s'adapter au changement climatique.**

Ces actions devront selon FNE en PACA répondre aux objectifs suivants :

- Protéger la biodiversité,
- Poursuivre la préservation et la reconquête de la qualité des eaux et des milieux
- Orienter l'aménagement du territoire vers des options plus compatibles avec les capacités des milieux, des territoires et les évolutions climatiques annoncées
- Maintenir et renforcer la gouvernance collective et concertée de l'eau, aux échelles de bassins versants.

## GOUVERNANCE

Les lois MAPTAM et NOTRe de 2015 et 2016 ont créé la compétence GEMAPI et renforcé le poids des intercommunalités à fiscalité propre. Ce nouveau contexte législatif bouleverse l'organisation territoriale de la politique de l'eau, en répartissant les compétences liées à la gestion de l'eau et des milieux aquatiques (milieux, inondation, assainissement, eau potable, information – sensibilisation – éducation...) à différents niveaux de collectivités.

De plus, la création de l'AFB et la loi de finances 2018 bousculent les principes nationaux de la politique de l'eau et les capacités d'intervention des Agences de l'eau.

Il apparaît légitime de remettre en question nos organisations de temps à temps pour les améliorer. Toutefois, dans le cadre de la reconfiguration actuelle, les priorités nous semblent devoir porter sur les points suivants :

- Que les réflexions et travaux mis en œuvre sur les milieux aquatiques soient menés à l'échelle pertinente, à savoir celle des bassins versants
- Que l'intérêt général soit bien au cœur des décisions et des actions
- Que les milieux aquatiques (dulçaquicoles, littoraux, lagunaires, lacustres...) soient représentées et leurs intérêts défendus à hauteur des enjeux et y compris dans une optique non utilitariste
- L'ensemble des acteurs, notamment associatifs, soient associés et régulièrement informés, par le biais : i-d'une instance adéquate, ii-d'une animation professionnelle auprès de ces acteurs, iii-d'une information – sensibilisation – éducation adaptée à destination des différents publics.

## RENFORCER LE LIEN EAU & AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

L'aménagement du territoire traduit nos modes de vie et notre considération pour la nature dans la réalité du terrain et des territoires. Correctement et suffisamment bordé, l'aménagement du territoire et son corollaire l'urbanisme peuvent être des leviers puissants d'évolution collective. C'est donc un thème majeur que les politiques de l'eau doivent investir et fortement influencer, à la fois maintenant et dans l'optique d'anticipation du changement climatique.

Il est ainsi nécessaire que les Agences de l'eau soient associées à l'élaboration et à la mise en œuvre des documents d'urbanisme de niveau SCOT. L'Agence peut notamment actionner les leviers suivants :

- Gouvernance : présence et rôle de l'AE dans les documents d'urbanisme (notamment SCoT), renforcement de la solidarité amont-aval et de la culture de l'eau
- Appui technique : apports de connaissances et d'expertise aux porteurs de projets dans des domaines croisés, proposition de critères ou de préconisations<sup>1</sup>, définition de méthodologie<sup>2</sup>
- Appui financier : éco-conditionnalité des aides<sup>3</sup>, refus de financement des projets destructeurs de biodiversité, majoration de redevances, création de redevance(s) "biodiversité".
- Politique foncière menée en propre ou par le biais de collaborations<sup>4</sup> établies dans un objectif commun (préservation de milieux, préservation des vocations agricoles de terres irriguées).

Cette action de l'Agence doit bien sûr investir les différentes thématiques "eau" concernées par l'urbanisme :

- Prévention des inondations : inscription dans les documents d'urbanisme des Espaces de Bon Fonctionnement et des Zones d'Expansion de Crues...
- Gestion économe de la ressource : appui aux collectivités territoriales pour estimer le plus finement possible les capacités d'accueil d'un territoire et les faire respecter...
- Qualité de milieu et des eaux : réduction des apports par temps de pluie en soutenant les équipements (matériel de récupération de l'eau, ouvrages de rétention...).

## PRESERVER & RECONQUERIR LA QUALITE DES EAUX ET DES MILIEUX PROTEGER LA BIODIVERSITE

Pour rester dans une logique d'action tenant compte du changement climatique, le prochain programme de l'AE devrait maintenir, voire augmenter, les budgets alloués aux actions de préservation des milieux et espèces (biodiversité aquatique et terrestre).

Les actions lancées avec le soutien de l'AE en matière de préservation / reconquête de la qualité des eaux doivent pouvoir se maintenir. Les aides à l'investissement pourraient être maintenues ponctuellement pour les petites collectivités et/ou pour créer un effet levier auprès d'autres financeurs. Cependant, ces aides devront être complétées : aussi, des modèles économiques sont à imaginer de façon à permettre aux communes de gagner en autonomie financière dans les secteurs de l'assainissement et de la réduction des pollutions par temps de pluie. L'Agence pourrait soutenir un service d'appui technique, juridique et administratif aux Communes, destiné à aider ces dernières à définir précisément et dans un réel esprit d'intérêt général (intérêts des milieux, de la collectivité et des consommateurs) des contrats de délégation de service public.

<sup>1</sup> Ex : des préconisations concernant la mobilité de la rivière, les champs d'expansion de crue, le génie écologique, que les travaux réalisés en rivière pour la lutte contre les inondations doivent respecter.

<sup>2</sup> Identification et respect des capacités d'accueil des territoires ; concrétiser les zones d'expansion de crue notamment celles qui présentent un potentiel de biodiversité élevé.

<sup>3</sup> Soutien aux projets concourant aux objectifs des politiques de l'eau et de la biodiversité, soutien qui peut être proportionnel au respect de ces objectifs, refus de financement aux projets destructeurs de la biodiversité ou de la ressource en eau...

<sup>4</sup> Avec le Conservatoire du Littoral, les SAFER, les Etablissements Publics Fonciers régionaux, les Conservatoires d'Espaces Naturels...

Dans le domaine de la biodiversité et des milieux (aquatiques, terrestres, littoraux), l'Agence de l'eau doit notamment

- Refuser tout financement aux projets qui impactent la biodiversité, les milieux, la ressource, les espèces. Il convient en particulier de ne pas soutenir tout projet détruisant une zone humide (au delà de l'obligation de compensation prévue par le SDAGE).  
En ce sens, l'Agence pourrait insister pour que soient révisées les listes départementales des cours d'eau, de façon à associer étroitement les associations (oubliés du premier processus).
- Soutenir les capacités d'intervention des acteurs / opérateurs existants, relayer les politiques publiques existantes
- Prioriser les actions sur les milieux ou espèces identifiés, ou encore sur des sites d'exception en adoptant des mesures fortes, adaptées aux enjeux
- Réfléchir et agir à l'échelle de petits bassins versants, ce qui permet ainsi une intervention cohérente à la fois sur le plan hydrographique et sur le plan écologique.

La préservation des milieux encore en bon état doit être affichée clairement comme une nécessité et soutenue au même titre que des actions de restauration. Dans cet objectif, certains milieux, sites ou espèces seraient peut être à protéger de façon drastique (zones humides, petit chevelu des têtes de bassin, espaces littoraux encore préservés, petites îles) : mise en réserve foncière, interdiction d'aménagement irréversible, régulation de la fréquentation...

## APPLIQUER UNE GESTION ECONOMIQUE DES RESSOURCES EN EAU

En PACA / en région méditerranéenne, la tension sur la ressource en eau est une donnée de base pour les territoires.

Négligée dans les dernières décennies pendant lesquelles la technique a pu laisser penser que l'homme s'affranchirait des limites de la nature, cette caractéristique climatique et géologique de notre région se rappelle aujourd'hui à notre souvenir, avec peut être encore plus d'acuité dans le cadre du changement climatique. Les inégalités s'accroissent entre

- Des territoires fortement peuplés, fortement consommateurs et bénéficiant des transferts d'eau opérés depuis les bassins alpins et durançais
- Des territoires "sources", moins peuplés mais davantage soumis aux arrêts "sécheresse" récurrents d'année en année.

Ainsi, la notion de solidarité amont ↔ aval doit être redéfinie et comprise par les différents territoires, les réflexions poussées fortement dans les territoires / les activités les plus consommateurs.

Un premier travail a été réalisé par le Conseil Régional PACA avec le "Schéma d'Orientation pour une Utilisation Raisonnée et Solidaire de la ressource en eau" (SOURCE) et la charte régionale de l'eau. Comment désormais concrétiser dans les territoires les bonnes intentions affichées par les uns ou les autres ?

La gestion économe de l'eau doit selon FNE PACA être pensée et réalisée de façon adaptée à chaque territoire, à chaque bassin versant, et doit inclure une réflexion sur les activités qu'il est possible de mener (et sur la façon dont il est possible de les mener) compte-tenu des caractéristiques des territoires.

Dans une recherche de cohérence globale, une gestion économe de l'eau s'articulera autour de différents sujets :

- Evaluation des capacités d'accueil des territoires dans les documents d'urbanisme, et application des préconisations résultats de cette évaluation ;
- Préservation des ressources, notamment souterraines et nappes littorales : renforcement des connaissances (état des ressources, état des pressions) et renforcement de la communication vers les publics les plus à même d'agir pour leur protection.
- Soutien à la rétention naturelle et donc préservation des "éléments" qui permettent cette rétention (zones humides, haies, mares...)
- Confortement des terres irriguées dans leur vocation agricole
- Adaptation des usages de l'eau en fonction de la qualité de celle-ci et réutilisation des eaux usées à chaque fois que c'est possible...
- Mise en œuvre de programmes de sensibilisation des populations à la réduction des consommations / aux économies d'eau.

## PREVENIR LES INONDATIONS

Pour les associations, les sujets prioritaires dans ce domaine, tant pour les cours d'eau que pour les littoraux, sont les suivants :

- Recherche et respect du fonctionnement naturel du milieu, qu'il soit aquatique en zone terrestre ou en zone littorale. Cela implique de travailler sur les composantes du milieu aquatique : espace de mobilité du cours d'eau ou du littoral, zones humides et annexes naturelles des milieux aquatiques, méandres, transport sédimentaire... Pour chaque milieu, il s'agit de préserver le fonctionnement quand il est encore bon ou de mener les actions nécessaires à la restauration de ce fonctionnement quand il n'est plus optimal.
- Ouvrages et interventions en rivière ou sur le littoral : doivent être notamment recherchés le recul des digues, et l'aménagement (ou le réaménagement) d'espaces d'expansion de crue. L'objectif ici visé est de favoriser un écoulement libre des eaux et la possibilité de déborder dans des sites sans enjeux humains ou matériels.
- Gestion territoriale : une vraie solidarité amont-aval s'exprimera par la prise en compte coordonnée, à l'échelle du bassin versant, des réalités spatiales du territoire. C'est aussi rechercher l'amélioration de la résilience du territoire : amélioration des capacités d'adaptation à un évènement soudain (ici la crue / inondation) et amélioration des capacités à revenir rapidement à un fonctionnement normal.

Les actions à conduire devraient suivre les axes ci-dessous :

- Culture des risques : développement des connaissances là où c'est encore nécessaire ; porter-à-connaissance des risques, partage des connaissances avec les élus, le monde de l'aménagement, les acteurs et habitants.
- Réduction du risque : Rétention naturelle de l'eau, zones d'expansion des crues, réalisation des travaux en rivière selon des critères de respect du milieu et de son fonctionnement
- Aménagement du territoire : définition de préconisations affinées et propres à chaque territoire ; transcription dans les documents d'urbanisme des espaces nécessaires à un fonctionnement le plus naturel possible des différents milieux aquatiques ; respect des servitudes liées à ces espaces de bon fonctionnement ; urbanisme résilient, recul stratégique.

## QUELS MODES D'ACTION POUR L'AGENCE DE L'EAU ?

Dans le contexte actuel restreignant les capacités de l'Agence, FNE en PACA propose que l'action de l'Agence s'organise autour de thèmes précédemment développés, en mobilisant les leviers rappelés ci-dessous :

- maîtrise foncière (directe ou par le biais de collaborations formalisées avec des acteurs tels que le Conservatoire du littoral, l'Etablissement Public Foncier, la SAFER, le Conservatoire d'Espaces Naturels PACA...), incluant pour chaque site acquis la mise en place de plans de gestion adaptés et la recherche d'un gestionnaire.
- développement des connaissances –recherche & développement (scientifiques, techniques) ; inventaires – recensements – réseaux de suivi ; porter-à-connaissance.
- animation régionale : appui technique, mise au point de méthodologies – critères – préconisations, appui aux lanceurs d'alerte, relai d'information, soutien à la gouvernance partagée.
- levier financier : aides et redevances avec éco-conditionnalité :
  - modulation des redevances ou des aides selon la qualité générale du projet ou son impact sur les milieux et ressources, ou encore modulation des redevances ou aides selon l'action générale du porteur de projet,
  - bonification des aides accordées à un projet qui aura un bénéfice pour l'objectif recherché par l'Agence (gestion de la ressource, biodiversité, prévention des inondations, conservation de la qualité des milieux et de l'eau)
  - effet levier des aides apportées par l'Agence de l'eau ou aide à la levée de fonds
  - priorisation possibles des aides vers les territoires sous pression, petites collectivités faiblement dotées ou projets particulièrement nécessités par le territoire / la densité de population présente.

L'état des eaux 2017 établi par l'Agence de l'Eau montre que 52% des masses d'eau sont en bon état en Rhône Méditerranée. Cela paraît peu au regard de l'objectif fixé par le Grenelle en 2007, qui visait 66% de masses d'eau en bon état en 2015... L'évolution, lente mais sûre, de certains paramètres de pollution<sup>5</sup> appelle à la poursuite des efforts. D'autres signaux n'évoluant pas favorablement pour nos milieux (dégradation morphologique, prélèvements d'eau...) nous font plutôt dire qu'il faut même intensifier les efforts et ce sont donc ces enjeux qui doivent faire l'objet de notre attention et de nos actions.

---

<sup>5</sup> matière organique, phosphore, ammonium dans l'eau, eau résiduaire